



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative bâtiment A3 Territoires
19 rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 10/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PECHDO SA TANNERIES NOUVELLES

ZI Plaine Coste
12100 Millau

Références : -

Code AIOT : 0006802459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement PECHDO SA TANNERIES NOUVELLES implanté ZI Plaine Coste 12100 Millau. L'inspection a été annoncée le 21/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 14 novembre 2024 du site exploité par TANNERIES PECHDO, implanté au ZI Plaine Coste - 12100 MILLAU.

Cette inspection est réalisée dans le cadre de deux actions nationales, l'action nationale Sécheresse 2024, et l'action nationale PFAS 2024.

La précédente inspection, effectuée le 28 mars 2023, a fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale pour laquelle l'exploitant a remis à l'Inspection des installations classées les documents demandés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PECHDO SA TANNERIES NOUVELLES
- ZI Plaine Coste 12100 Millau
- Code AIOT : 0006802459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Tannerie Pechdo est une installation classée pour la protection de l'environnement depuis le 14 novembre 2002, sous le régime de l'autorisation.

L'établissement réalise la tannerie et la teinturerie de peaux de bovins.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- AN24 Sécheresse
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Secheresse- article 1	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet
8	Secheresse - article 2	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
9	Sécheresse - article 3	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
10	Sécheresse - article 4	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de l'inspection montre que l'exploitant prend bien en compte les enjeux de son activité sur l'environnement, plus particulièrement sur la ressource en eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Lors de la préparation de l'inspection, il est constaté que les analyses des PFAS dans les rejets aqueux ont été réalisées par l'exploitant entre janvier et mars 2024. Lors de la visite, l'exploitant déclare avoir élaboré une liste des substances PFAS en recherchant les potentiels PFAS présents dans les produits utilisés dans son installation par les numéros CAS (Chemical Abstract Service) Trois PFAS supplémentaires sont apparus lors de cette recherche: <ul style="list-style-type: none">• PFOSA (perfluorooctane sulfonamide)• 6-2 FTOH 2-perfluorohexyl ethanol• 8-2 FTOH 2-perfluorooctyl ethanol Ils ont été ajoutés à la liste des PFAS à analyser. L'inspection a constaté que l'ensemble des PFAS analysés (liste de l'arrêté ministériel et substances ajoutées par l'exploitant) n'ont pas été détectés lors de la campagne de mesure. Concernant les PFAS dans le produit fini, l'exploitant a envoyé des échantillons au CTC, centre technique du cuir, pour faire des analyses qui ne révèlent pas la présence de PFAS dans les produits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception

des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'exploitant déclare qu'il y a un point de rejet des eaux vers la station d'épuration de Millau. Ce point de rejet recueille les eaux de procédés, qui ont transitées par la station de traitement interne de l'exploitant, et les eaux de la zone de rétention où circulent les chariots de manutention (eaux pluviales et fuites éventuelles).

C'est sur ce point de rejet qu'on a été fait les prélèvements pour la recherche de substances PFAS

Il existe un autre point de rejet, vers le milieu naturel (la rivière Tarn), qui recueille uniquement les eaux pluviales issues des toitures. Ce sont des eaux non souillées; ce point de rejet n'est pas concerné par la recherche de substance PFAS.

Un plan des réseaux est présenté à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

L'inspection constate que les analyses et les prélèvements ont été réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC (N°1-0130).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres

<p>effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les débits journaliers relevés lors des prélèvements sont dans la fourchette de variation habituelle des débits de l'installation.</p> <p>L'exploitant confirme que les prélèvements ont été réalisés dans des conditions normales de fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la préparation de la visite, l'inspection constate que dans les rapports d'analyses, les limites de quantifications sont bien identiques à celles de l'arrêté ministériel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les résultats ont été transmis avant le dernier jour du mois suivant chaque campagne de prélèvement et analyse.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Secheresse- article 1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Secheresse- cadrage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.</p> <p>II. Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prélèvement d'eau : les prélèvements, en mètres cubes par jour, effectués dans le réseau d'adduction (eau potable), éventuellement dans d'autres réseaux et dans le milieu naturel (eaux superficielles ou eaux souterraines), à l'exclusion des prélèvements en milieu marin, de la récupération d'eaux de pluie en vue de leur réutilisation et des eaux réutilisées ; » - consommation d'eau : le volume d'eau prélevé, tel que défini ci-dessus, duquel est soustrait le volume en mètres cubes par jour rejeté, directement ou indirectement, dans la même masse d'eau. Pour le présent arrêté, le prélèvement dans le réseau d'adduction (eau potable) n'est pas considéré comme étant effectué dans la même masse d'eau que le rejet. Dans le cas où, au sein d'une même masse d'eau, le volume rejeté est supérieur au prélèvement d'eau, la consommation d'eau est considérée comme nulle; <p>[...]</p> <p>III. Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant rentre bien dans le champs d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 avec un prélèvement de 29 900 m³ en 2023 (données GEREP). Le site est autorisé dans son arrêté préfectoral en date du 14 novembre 2002 à prélever 500 m³/j dans le milieu naturel, pour un débit instantané maximal de 44 m³/h.</p> <p>Le prélèvement se fait dans la rivière Tarn.</p> <p>Le rejet des eaux usées se fait vers la station d'épuration de Millau qui se rejette aussi dans la rivière Tarn.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Secheresse - article 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Secheresse - dispositions
Prescription contrôlée :

I. Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- - alerte : réduction du prélèvement d'eau de **5 %** ;
- - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de **10 %** ;
- - crise : réduction du prélèvement d'eau de **25 %**.

II. Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le **prélèvement d'eau moyen journalier**. Il correspond « , pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, » **au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.**

« **Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence**, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

« Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence. »

III. Les réductions mentionnées au I « sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles » sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. **Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.**

[...]

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection un tableur avec l'ensemble des informations relatives aux consommations d'eau de l'installation.

Le prélèvement et le rejet se font dans la même masse d'eau, de façon indirecte, c'est bien la consommation d'eau qui est à prendre en compte pour les calculs de réduction durant les phases de restriction.

Les débits de **prélèvements et de rejets** sont relevés quotidiennement par l'exploitant.

Le tableur de l'exploitant ne permet pas à ce jour la détermination de la consommation d'eau de référence (pas de calcul du volume maximal entre consommation moyenne annuelle journalière et consommation journalière moyenne calculées sur le trimestre civil correspondant de l'année de référence).

Depuis le début de l'année 2024, il n'y a pas eu de régime de restriction d'eau pour la sécheresse pour la zone d'alerte dont dépend l'exploitant la zone "Tarn médian".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Sécheresse - article 3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Sécheresse - conditions d'application

Prescription contrôlée :

<p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>[...]</p> <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection les chiffres de prélèvement annuel d'eau de 2017 .</p> <p>Le prélèvement d'eau a diminué de 27% depuis 2017;</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant n'est donc pas soumis aux dispositions de l'article 2.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Sécheresse - article 4

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Sécheresse - article 4</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;</p> <p>« 3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement, s'il est supérieur aux 5 % forfaitaires mentionnés au II de l'article 2 ; »</p> <p>4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;</p> <p>5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>II. L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.</p> <p>III. L'exploitant établit les éléments « des installations mentionnées » aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er.</p> <p>Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le tableur Excel existant présenté par l'exploitant ne permet pas aujourd'hui de vérifier rapidement la réduction de 20% du prélèvement par rapport à 2017.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de modifier son tableur pour faire apparaître rapidement le pourcentage de réduction de prélèvement d'eau par rapport à 2017 sous 1 mois. Dans le cas où la réduction de prélèvement d'eau n'atteindrait plus 20%, l'exploitant devra mettre en place le calcul permettant de répondre aux prescriptions de l'arrêté en termes de réduction de consommation d'eau, et les mesures organisationnelles les accompagnant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>